

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Obligatoire

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte trois documents.

Comment expliquer la détermination des salaires ?

DOCUMENT 1

Salaires horaires nets moyens en euros en 2015

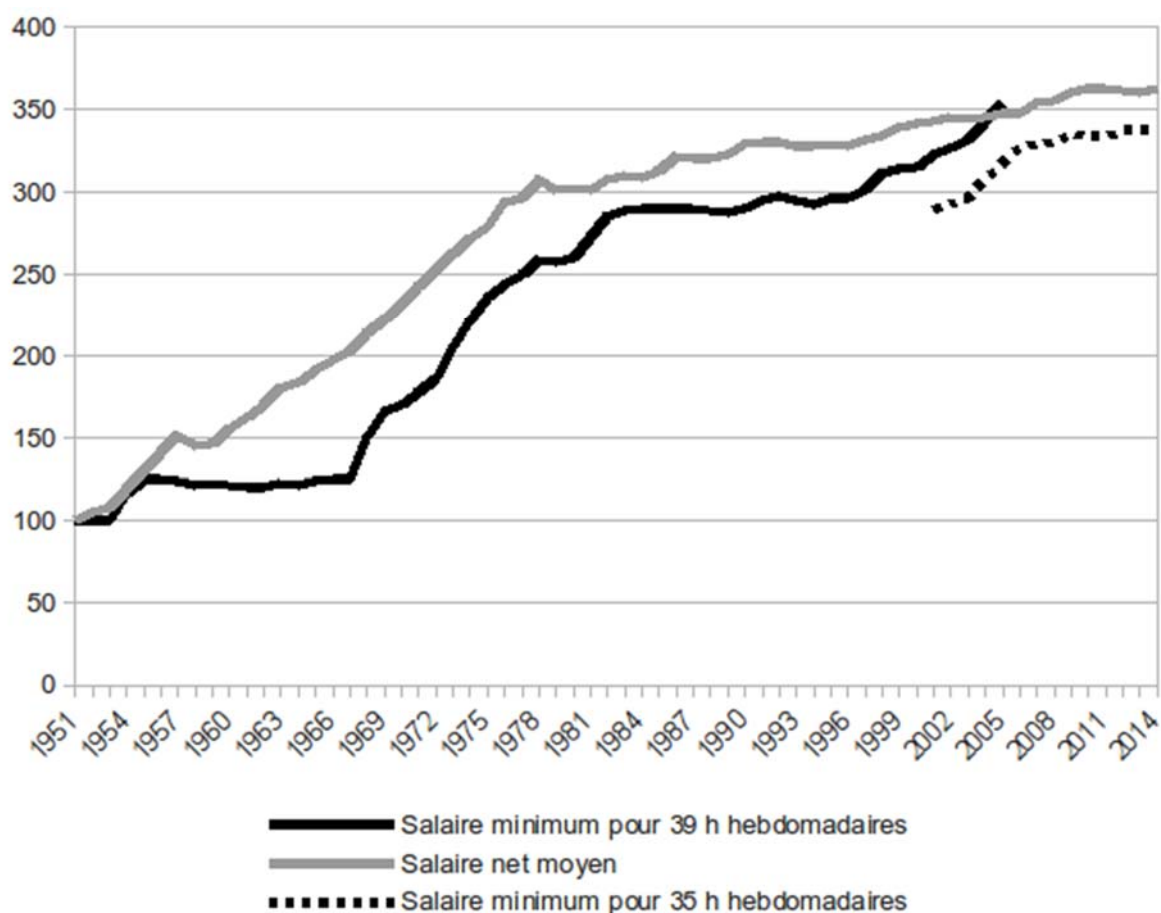
	Salariés à temps complet	Salariés à temps partiel
Hommes	15,8	14,4
Femmes	13,5	11,7
Cadres	26,7	23,0
Professions intermédiaires	14,9	13,6
Employés	11,0	9,8
Ouvriers	11,4	9,9
Ensemble	14,9	12,7

Champ : France, salariés du privé et des entreprises publiques.

Source : INSEE, 2017.

DOCUMENT 2

Salaire minimum et salaire net moyen annuels en France de 1951 à 2016 (indices de base 100 en 1951)



Champ : France, salariés à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques.

Source : INSEE, 2018.

Note : la durée légale du travail étant passée de 39 heures à 35 heures entre 2000 et 2002, de 2001 à 2005, le salaire minimum est représenté à la fois pour 39 heures et pour 35 heures. À partir de 2006, seul le salaire minimum pour 35 heures est représenté.

DOCUMENT 3

Thèmes des négociations et des accords au sein des entreprises en 2015

	En % d'entreprises		En % de salariés	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de 50 salariés et plus	Concernés par des négociations	Concernés par un accord
Salaires et primes	10,6	44,1	55,5	33,8
Temps de travail (durée, aménagement, etc.)	5,3	19,5	25,2	17,0
Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	5,0	23,5	28,3	19,9
Emploi (restructuration...)	3,1	14,0	24,6	17,4
Épargne salariale (intéressement, participation, etc.)	5,6	21,9	32,9	28,3
Conditions de travail (dont pénibilité du travail)	3,4	12,3	17,2	10,9
Autres thèmes	2,2	7,8	17,4	16,2

Champ : Entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.

Source : d'après « La négociation collective d'entreprise en 2015 », DARES Résultats, 2017.

Lecture : Le temps de travail fait l'objet de négociations collectives dans 5,3 % des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole (et dans 19,5 % des entreprises d'au moins 50 salariés). Au final, 25,2 % des salariés travaillent dans des entreprises ayant négocié sur le temps de travail, tandis que 17 % des salariés travaillent dans des entreprises au sein desquelles les négociations sur le temps de travail ont abouti à un accord.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Vous présenterez un avantage et un inconvénient du commerce international pour les producteurs. (3 points)

2. Montrez que certains conflits sociaux peuvent exprimer une résistance au changement social. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez l'évolution et le niveau de la dépense moyenne d'éducation par élève selon le niveau d'enseignement.

Dépenses (publiques et privées) par élève selon le niveau d'enseignement en France (indice base 100 en 2007 et euros)

	École primaire	Collège et niveaux équivalents	Lycée et niveaux équivalents	Enseignement supérieur
2007	100,0	100,0	100,0	100,0
2009	102,1	101,1	107,3	106,8
2011	103,3	101,4	103,3	106,2
2013	108,3	99,8	102,4	104,8
2015	109,1	100,1	101,8	102,1
2017	113,9	102,5	102,9	101,9
Montant des dépenses par élève en 2017	6 550 €	8 710 €	11 190 €	11 670 €

Source : d'après Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, 2018.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités sont multifformes et cumulatives.

DOCUMENT 1

[...] Le niveau de vie* peut être la cause directe d'un état de santé plus ou moins bon, et donc d'une durée de vie plus ou moins longue. Ainsi, les difficultés financières peuvent limiter l'accès aux soins. Par exemple, d'après l'enquête Santé et protection sociale de 2014, 11 % des adultes parmi les 20 % les plus modestes disent avoir renoncé pour des raisons financières à consulter un médecin au cours des 12 derniers mois, contre 1 % des adultes parmi les 20 % les plus aisés.

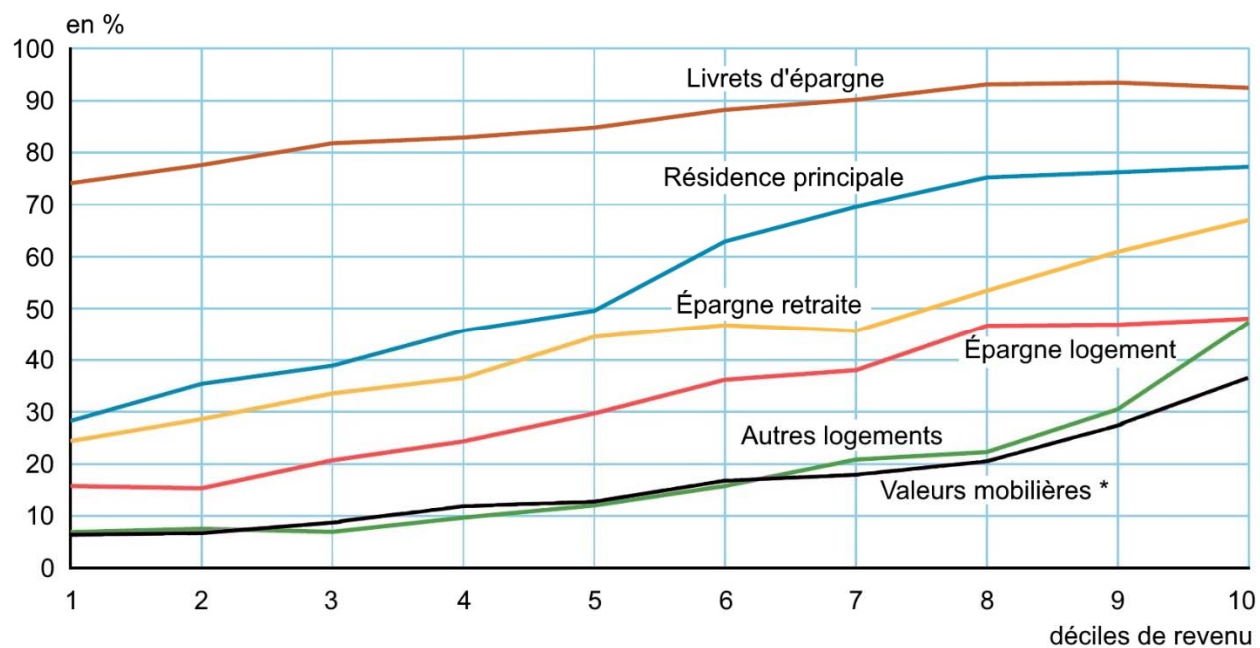
[...] Le niveau de vie a aussi un effet indirect sur la santé, parce qu'il est lié à des facteurs également associés à une santé plus ou moins bonne comme la catégorie sociale, le diplôme ou la région de résidence. Les cadres ont un niveau de vie élevé et sont moins soumis aux risques professionnels (accidents, maladies, exposition à des produits toxiques) que les ouvriers. De même, les comportements moins favorables à la santé sont plus fréquents chez les non-diplômés que chez les diplômés. Par exemple, d'après le Baromètre Santé 2016, 39 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sans diplôme fument quotidiennement, contre seulement 21 % des diplômés du supérieur. Par ailleurs, un faible niveau de vie peut également être la conséquence d'une mauvaise santé plutôt qu'en être la cause. Une santé défaillante peut freiner la poursuite d'études, l'exercice d'un emploi, ou l'accès aux emplois les plus qualifiés.

Source : *Insee Première*, 2018.

* Le niveau de vie correspond au revenu disponible d'un ménage en tenant compte de sa composition.

DOCUMENT 2

Taux de détention de différents types de patrimoine selon le décile de revenu du ménage en 2015



Champ : France métropolitaine.

Source : *Les revenus et le patrimoine des ménages*, INSEE, 2016.

Note de lecture : 29 % des ménages appartenant au 1er décile de revenu possèdent leur résidence principale en 2015.

* Valeurs mobilières : titres financiers, notamment les actions et obligations.

DOCUMENT 3

Les inégalités entre les femmes et les hommes en France

	Femmes	Hommes
Part des emplois à temps partiel parmi les personnes en emploi en 2016, en %.	30,1	8,2
Part du sous-emploi* parmi les personnes en emploi en 2015, en %.	9,8	3,8
Part des personnes de 20 à 69 ans ayant déclaré avoir été victimes de violences sexuelles au cours de leur vie en 2015, en %.	14,5	3,9
Espérance de vie à la naissance en 2014, en années.	85,3	79,5
Part parmi les députés en 2017 en %	39	61
Part parmi les réalisateurs de longs métrages en 2016, en %.	21	79

Source : d'après *Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes 2018*, Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, 2018.

* Le sous-emploi désigne la situation des personnes actives occupées travaillant à temps partiel et souhaitant travailler davantage.